

La grande alliance des extrêmes droites européennes est compromise

Le Parti du Brexit et le PiS polonais refusent de se joindre à Marine Le Pen et Matteo Salvini

BRUXELLES - bureau européen

Les rêves de Marine Le Pen et Matteo Salvini resteront... des rêves. Il n'a, en effet, pas fallu longtemps, après les élections européennes du 26 mai, pour que la construction d'une grande alliance des droites extrêmes qu'ils annonçaient s'effondre.

Successivement, le Parti du Brexit de Nigel Farage (29 sièges) et le parti Droit et justice (PiS, 26 sièges) en Pologne ont indiqué, mercredi 5 juin, qu'ils ne se joindraient pas à la vaste union qu'envisageaient les dirigeants du Rassemblement national français et de la Ligue italienne. La « mission historique », selon ses propres termes, que se serait vu assignée, par ses électeurs, le ministre italien de l'intérieur, qui jugeait possible de « changer les règles des bureaucrates et des banquiers », a donc tourné court.

Les contacts de M. Farage avec la Ligue n'ont rien donné, et le Britannique, large vainqueur du scrutin européen dans son pays, a indiqué qu'il ne franchirait pas la « ligne rouge » d'une alliance avec M^{me} Le Pen.

Il souhaite, indique-t-il, réformer son groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD), qui comptait dans la précédente législature 42 membres, dont les élus du Mouvement 5 étoiles italien et six Français, dissidents de l'ex-Front national.

La M5S cherche un point de chute
La vérité, à en croire des sources parlementaires, c'est que M. Farage a même du mal à maintenir

son groupe à flot. Les statuts du Parlement européen ne reconnaissent des groupes politiques – et ne leur allouent des moyens en proportion de leur importance – qu'à condition qu'ils rassemblent au moins 7 partis nationaux et 25 élus.

Or, l'EFDD n'en était au dernier décompte officiel, jeudi 6 juin, qu'à trois partis – dont le Mouvement 5 étoiles (M5S) italien et ses 14 députés.

Mais ces derniers négocient en fait pour trouver un autre point de chute : ils ont sollicité les Verts et les libéraux de l'ADLE. M. Farage pourrait donc être contraint, avant le Brexit, d'aller pointer chez les non inscrits, une cohorte d'élus privés des moyens et des temps de parole des groupes constitués.

Le PiS, quant à lui, goûte peu la sympathie de M. Salvini, de M^{me} Le Pen et de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) pour la Russie de Vladimir Poutine. Il restera donc au sein du groupe des Conservateurs et réformistes européens, d'autant plus qu'il va en constituer le noyau dur, avec une délégation forte de 26 élus, autour de laquelle devraient s'agréger quatre députés tory britanniques et, bientôt, les nouveaux élus du Forum pour la démocratie (FvD) du Néerlandais Thierry Baudet. Une arrivée qui pourrait toutefois effrayer les Belges de l'Alliance néoflamande (N-VA), le parti nationaliste, qui n'apprécie pas son discours radical.

Les ultra-conservateurs

polonais goûtent peu la sympathie de M. Salvini, de M^{me} Le Pen et de l'AfD allemande pour la Russie de Vladimir Poutine

Cette constellation d'euroscéptiques, qui sera sans doute dirigée par un Polonais, rassemble pour l'instant 64 eurodéputés. C'est légèrement plus que l'Europe des nations et des libertés (ENF, extrême droite) de M^{me} Le Pen et M. Salvini, alliés aussi au Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) et au Vlaams Belang flamand, mais désormais privés des élus du Parti de la liberté du Néerlandais Geert Wilders, battu aux élections.

Selon les derniers calculs du Parlement européen, ENF comptabilise 58 sièges. La formation d'extrême droite espère encore rallier des élus pour atteindre 78 ou 80 sièges, ce qui en ferait le quatrième groupe de l'hémicycle, au coude-à-coude avec les Verts. Même s'ils sont encore en négociation avec les trois Espagnols de Vox, le compte n'y est pas.

Les choses pourraient encore bouger, à la marge seulement, jusqu'au 2 juillet, date où les groupes doivent déposer leurs statuts. Les pièces du puzzle que M. Salvini se faisait fort de rassembler en une seule vaste coalition resteront donc éparpillées, sans compter que le Fidesz, le

parti souverainiste du Hongrois Viktor Orbán, demeure au sein du Parti populaire européen de Manfred Weber, le candidat conservateur à la présidence de la Commission. M. Orbán a, certes, été suspendu en mars, mais n'a pas donné, depuis, l'impression qu'il voulait rapidement claquer la porte.

Courtisé par le chef de la Ligue italienne avant le scrutin, M. Orbán, vainqueur d'élections européennes qui ont permis à son parti d'engranger 13 sièges, avec plus de 52 % des voix en Hongrie, compte bien capitaliser sur ce succès et jouer un rôle tant dans la famille conservatrice que dans le futur hémicycle. Si le Hongrois, chantre de l'illibéralisme, devait changer de chapelle au profit de l'ECR, il attendrait certainement que le PiS ait été conforté lors des élections qui se dérouleront en Pologne, à l'automne.

M. Salvini avait lancé, en avril, dans son fief milanais, son projet d'une « alliance européenne des peuples et des nations », qu'il présentait comme « une force de changement et de gouvernement », susceptible de housculer les équilibres politiques. On pressentait toutefois que les questions du leadership et du rapprochement, entre des partis essentiellement nationalistes, n'étaient pas réglées. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS